

La source de ce néo-protectionnisme dans le monde industrialisé a été le refus ou l'incapacité de s'ajuster aux actuels changements structurels et aux chocs des années 70 — aggravés par la turbulence des taux de change et par la vive récession des années 80. Le GATT — le pied non fini du trépied multilatéral de l'après-guerre — n'a pas été conçu pour s'occuper de la zone grise qui sépare la politique industrielle nationale et la politique commerciale, pas plus qu'il n'a été conçu pour affronter le détournement massif des courants commerciaux entraîné par une longue période de désalignement des taux de change.

Enfin, outre ses effets préjudiciables sur les pays industriels, la montée du protectionnisme est incompatible avec la capacité de soutenir, et encore moins de régler, le problème de l'endettement global. Le maintien de l'accès aux marchés de l'OCDE est une condition nécessaire, bien que non suffisante, pour que les pays débiteurs puissent gagner les devises nécessaires à la gestion de leur dette courante, pour donner à la communauté internationale cette confiance dont dépendront les futurs mouvements financiers, et pour assurer la croissance.

Ainsi, le contexte économique des « grands événements » de 1985 (le Sommet de Bonn, la réunion du Groupe des cinq [la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Allemagne de l'Ouest, la France et le Japon] le 22 septembre et l'initiative Baker à Séoul) a été caractérisé par une matrice complexe de problèmes interreliés. Quelles en sont les incidences au niveau des politiques?

Premièrement, et c'est l'élément le plus fondamental, la prolongation et l'exagération du déséquilibre a éliminé une solution unilatérale préconisée par les États-Unis pour alléger les tensions systémiques de plus en plus marquées. Le remède habituellement préconisé par les participants au Sommet et par d'autres — une réduction substantielle et soutenue du déficit budgétaire américain — abaisserait les taux d'intérêt ainsi que la valeur du dollar; mais il aurait aussi pour effet, pendant un certain temps, de réduire la croissance (qui s'essouffle déjà) aux États-Unis puisque les moindres taux d'intérêt résultants stimuleraient l'activité et que la moins bonne tenue du dollar n'accroîtrait les exportations nettes qu'avec un décalage. Cette politique unilatérale entraînerait une baisse de l'activité dans le reste du monde parce que l'incidence d'un ralentissement de la croissance aux États-Unis et d'un renforcement de la compétitivité des producteurs américains dépasserait les effets stimulatifs (décalés) d'un abaissement des taux d'intérêt et d'un assainissement des termes de l'échange.

La réduction de la croissance mondiale aurait, sur les pays fortement endettés, des conséquences très sérieuses sur lesquelles il est à peu près inutile que je m'arrête.

De plus, bien que la politique commerciale américaine avant le Sommet de Bonn se soit surtout centrée sur le lancement d'une nouvelle série de négociations au sein du GATT comme moyen de résister à la montée de la vague protectionniste, il devenait de plus en plus clair qu'une nouvelle série de négociations pourrait en tant que telle s'avérer inadéquate tant que les perspectives d'exportation des États-Unis ne seraient pas améliorées par un renforcement de la compétitivité et par une croissance plutôt que par une contraction des marchés étrangers, développement plutôt improbable si les autres grands blocs économiques ne modifiaient pas leurs politiques. De plus, une amélioration de la compétitivité américaine (et la nécessité d'assurer le service d'une dette toujours plus importante à l'égard de l'étranger) supposerait un renversement de la balance commerciale des États-Unis qui pourrait provoquer